



Protection sociale et nutrition

L'enjeu

Une bonne nutrition est un préalable important au développement humain et socioéconomique. Pour avoir une nutrition adéquate, un certain nombre de conditions doivent être réunies; il faut notamment consommer régulièrement des aliments sûrs, sains et diversifiés, avoir accès aux soins de santé, à l'eau et aux services d'assainissement et bénéficier d'une éducation nutritionnelle. Malheureusement, pour environ 800 millions d'êtres humains sous-alimentés qui souffrent des méfaits de la malnutrition, ces conditions ne sont de toute évidence pas réunies. Des politiques, programmes et prestations de services efficaces peuvent prévenir la malnutrition et sauver des millions de vies tout en améliorant les moyens d'existence et la productivité.

Les faits

Diverses modalités de protection sociale ont montré qu'elles pouvaient avoir une incidence sur la nutrition en améliorant l'accès des ménages pauvres à une nourriture plus abondante et de meilleure qualité. La protection sociale peut également stimuler la production agricole, sécuriser les revenus et encourager l'accumulation de biens productifs. De tels résultats ont par exemple été constatés au Kenya et au Pérou où le régime alimentaire s'est diversifié, en Zambie où les pratiques d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants se sont améliorées; un impact au niveau anthropométrique a aussi été observé, notamment une réduction de la prévalence de l'insuffisance pondérale au Mexique, et une diminution du retard de croissance en Afrique du Sud. De même, des résultats positifs ont été relevés au [Cap-Vert où un programme nutritionnel intégré dans les écoles](#) travaille avec de petits producteurs agricoles locaux. Au [Bangladesh, un programme 'travail contre rémunération' tenant compte de la nutrition](#) a nettement amélioré la quantité et la

diversité des aliments consommés par les ménages pauvres.

La malnutrition dépendant de multiples facteurs, la protection sociale est l'une des nombreuses interventions essentielles qui sont susceptibles de contribuer à l'amélioration de la nutrition. Cette contribution peut être plus importante lorsque les programmes précisent clairement les objectifs et les résultats escomptés en matière de nutrition, qu'ils sont mis en œuvre à grande échelle et que les prestations sont régulières, prévisibles et accordées sur le long terme. Par ailleurs, il est indispensable d'encourager une coordination efficace entre des secteurs cruciaux afin de créer des synergies entre les services de santé, l'approvisionnement en eau et l'assainissement, l'éducation nutritionnelle, la supplémentation en micronutriments et les programmes de soins maternels et infantiles.

Les programmes de protection sociale ont en général un meilleur impact sur la nutrition dans les cas suivants:¹

- **ils définissent expressément des objectifs liés à la nutrition et des indicateurs pour mesurer les progrès accomplis:**
- **ils atteignent efficacement les personnes vulnérables sur le plan nutritionnel,** notamment en ciblant les 1000 premiers jours de la vie, les jeunes enfants, les femmes enceintes et les mères allaitantes ainsi que les personnes vivant avec le VIH/sida, d'autres maladies chroniques ou un handicap;
- **ils favorisent la diversité du régime alimentaire et l'accès aux micronutriments,** par exemple par le biais de transferts en nature de produits alimentaires ou de biens visant à promouvoir la diversité du régime alimentaire;
- **ils sont soucieux de la problématique homme-femmes** et favorisent l'autonomisation

des femmes, en veillant expressément à leur état nutritionnel et au rôle qu'elles jouent en tant que principales dispensatrices de soins.

L'action de la FAO

La FAO contribue aux efforts déployés au niveau mondial pour éradiquer la faim et la malnutrition, en collaborant étroitement avec les autres institutions des Nations Unies et les partenaires de développement dans le cadre des dispositifs de coordination déjà en place, notamment le mouvement «Renforcer la nutrition» (SUN) et le partenariat visant à éliminer la faim et la dénutrition chez les enfants (REACH).

Le Cadre stratégique révisé de la FAO reconnaît l'importance de la protection sociale pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition ainsi que pour réduire la pauvreté rurale. La FAO œuvre au renforcement de l'efficacité de la protection sociale en améliorant l'état nutritionnel par les moyens suivants:

- **Action de sensibilisation.** La FAO prône la mise en place de programmes de protection sociale tenant compte de la nutrition en ayant des objectifs nutritionnels spécifiques, qui s'adressent aux personnes les plus vulnérables sur le plan nutritionnel et favorisent un régime alimentaire diversifié. Elle encourage également à mener des interventions de protection sociale dans le cadre de stratégies multisectorielles en faveur de la nutrition en fournissant un appui à l'échelle des pays. Par exemple, la FAO collabore avec le Nouveau partenariat de l'Union africaine pour le développement de l'Afrique (NEPAD) en vue d'aider les pays africains à accorder une place centrale à la nutrition dans leurs plans nationaux d'investissement agricole et, ce faisant, encourage le recours à la protection sociale pour lutter contre la malnutrition. À l'échelle mondiale, la FAO entend travailler avec ses partenaires en vue de dégager un consensus sur les méthodes et les indicateurs d'évaluation de l'efficacité des programmes de protection sociale s'attaquant à la malnutrition.
- **Appui aux programmes.** La FAO aide à concevoir et à mettre en œuvre des programmes de protection sociale tenant compte de la nutrition. Par exemple, en partenariat avec le Brésil, elle tire parti des données d'expériences et des enseignements disponibles pour renforcer les politiques et programmes de nutrition à l'école, notamment en Éthiopie, au Malawi et à Sao Tomé-et-Príncipe pour commencer. En partenariat avec le Programme Alimentaire Mondial et le Gouvernement brésilien, la FAO soutient le développement des achats locaux pour approvisionner les programmes d'alimentation scolaire et d'assistance alimentaire dans le cadre du programme [«Acheter aux Africains pour l'Afrique» \(PAA\)](#). Ces programmes visent à promouvoir la sécurité alimentaire et nutritionnelle, à développer la capacité de création de revenus des agriculteurs et à pérenniser ces transferts alimentaires.
- **Création et diffusion de connaissances.** La FAO soutient l'évaluation de l'impact des programmes de protection sociale sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Dans le cadre du projet [«De la protection à la production»](#), la FAO et ses partenaires ont réalisé des études comparatives par pays sur l'impact des programmes de transferts monétaires en Afrique subsaharienne. Ces études ont évalué l'impact économique sur la consommation alimentaire des ménages, la diversité de leur régime alimentaire, l'égalité des sexes et les mesures anthropométriques. Les pays participants ont appliqué ces résultats lors de la conception de leurs politiques et de leurs programmes. En outre, la FAO appuie la compilation et la diffusion d'informations, de données et d'indicateurs permettant d'évaluer les progrès de la sécurité alimentaire, de la nutrition et de la lutte contre la pauvreté rurale, y compris les bonnes pratiques permettant de relier [protection sociale et nutrition](#). Par exemple, son dispositif de Suivi des moyens d'existence en zone rurale tire parti des analyses issues des enquêtes et des ressources existantes pour évaluer les progrès accomplis en matière de réduction de la pauvreté rurale. Cet outil fait appel aux revenus ruraux et à une série d'autres indicateurs pour évaluer l'état nutritionnel des populations rurales.

i: Ruel, M. T., Alderman, H. and the Maternal and Child Nutrition Study Group. 2013. Nutrition-sensitive interventions and programmes: how can they help to accelerate progress in improving maternal and child nutrition. *The Lancet*, 2013. 382(9891):536-551